

## Michel Kafando appelle Bujumbura au dialogue avec l'opposition

Deutsche Welle, 28.07.2017  
 Devant le Conseil de Sécurité, le nouvel Ambassadeur de l'ONU au Burundi a souligné la nécessité d'un dialogue avec l'opposition. Au risque de connaître le sort de ses prédécesseurs, récusés par les autorités burundaises. La visite de Michel Kafando au Burundi remonte à fin juin, quelques semaines après sa nomination en remplacement de l'Algérien Jamal Benomar - ce dernier avait été récusé par les autorités burundaises pour un rapport jugé "calomnieux" sur la situation des droits de l'homme dans le pays.

Deux visions de la réalité  
 Devant le Conseil de Sécurité, Michel Kafando a évoqué les difficultés rencontrées lors de sa visite à Bujumbura. Il a relevé des "divergences d'appréciation de la situation politique" entre, d'un côté, des autorités burundaises confiantes en leur capacité de gouverner le pays et d'un autre côté, des représentants de l'opposition inquiets des dérives autoritaires du pouvoir. Ces derniers demandent à la communauté internationale de s'impliquer davantage dans l'instauration d'un dialogue avec la participation de tous les Burundais. Un appel que Michel Kafando a soutenu devant les membres du Conseil de Sécurité. "La première exigence est de donner la priorité au dialogue inclusif, condition sine qua non à tout règlement de la crise", a déclaré l'ancien président burkinabé. "Il devient impératif que le gouvernement burundais accède à l'insistance des pays de la sous-région et de l'Union africaine, appuyés en cela par les Nations unies, d'aller au dialogue inclusif, c'est à dire impliquant l'opposition exilée et celle de l'intérieur." Le soutien de l'UA au premier plan  
 En insistant sur la nécessité d'un dialogue avec l'opposition, Michel Kafando s'expose à la colère des autorités burundaises qui l'avaient mis en garde lors de sa visite contre tout "penchant" pour l'opposition, sous peine de connaître le même sort que ses prédécesseurs Jamal Benomar, Saïd Djinnit et Abdoulaye Bathily. L'un après l'autre, les prédécesseurs de Michel Kafando ont été démis de leurs fonctions par Bujumbura, notamment pour avoir soutenu la participation de l'opposition au dialogue. Malgré ces difficultés, l'envoyé spécial a voulu rester optimiste, soulignant l'engagement de la sous-région "en faveur de la paix au Burundi".

À À  
 "Avec le soutien de l'Union africaine et des Nations unies, nous arriverons à ce terme, même s'il faut encore un peu de patience, à un compromis dynamique", a-t-il estimé devant le Conseil de Sécurité. Bujumbura prépare une feuille de route pour des "élections apaisées". Un optimisme partagé sur le fond par le représentant permanent du Burundi aux Nations unies. Tout en critiquant les "allégations citant un dialogue en panne", Albert Shingiro a assuré que le dialogue inter-burundais était un "processus évolutif". Il a rappelé l'histoire récente du Burundi avant d'ajouter que "la culture démocratique se consolide progressivement au Burundi malgré quelques défis de type nouveau qui restent encore à relever". Le diplomate a annoncé la rédaction d'une feuille de route en vue d'élections en 2020, des élections que le pouvoir burundais souhaite "apaisées". Dans cette optique, Albert Shingiro a appelé la société civile et les représentants religieux à s'abstenir de faire de la politique et à réclamer que "les pressions politiques disproportionnées et sélectives au sujet des droits de l'homme cèdent la place au dialogue et à la coopération". Un avertissement que Michel Kafando va devoir prendre au sérieux s'il veut garder son poste d'Ambassadeur.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});